

Thème : « Le patrimoine »
7 mai 2004

François Vergniolle de Chantal est maître de conférences à l'Université de Bourgogne et chercheur associé au Centre Français sur les Etats-Unis (CFE) à l'Ifri.
Courriel : vdechantal.cfe@ifri.org

*Politique du patrimoine religieux : essai de bilan de la présidence Bush **

Le président Bush apparaît comme un des Présidents les plus fortement animés d'un zèle religieux, s'exprimant aussi bien par la dimension « missionnaire » de sa politique étrangère que par son conservatisme rigide en politique intérieure. Nombreux sont les observateurs qui ne sont pas loin de mettre en parallèle les fondamentalistes islamistes et les groupes chrétiens aux Etats-Unis, dont le Président Bush serait le porte-parole. C'est tout particulièrement vrai en politique étrangère, où des explications métaphysiques sont avancées pour expliquer la politique étrangère de Bush: les chrétiens fondamentalistes, convaincus que la restauration de l'Etat des Juifs annonce la venue du Christ, sont maintenant des alliés objectifs d'Israël. Tout le monde a encore en mémoire l'emploi de catégories morales, « *le Bien* », « *le Mal* », par le Président lors de son Discours sur l'Etat de l'Union en janvier 2002. Le Président lui-même, un évangéliste proclamé (« *born-again Christian* »), avait déjà donné prise à la critique dès sa campagne de 2000, en allant prononcer un discours à l'Université Bob Jones, fief d'un conservatisme religieux intransigeant. Une fois au pouvoir, le Président a nommé Ministre de la Justice (*Attorney General*) une figure importante de la mouvance chrétienne, John Ashcroft.

Il est vrai que cette attitude est une constante de la vie politique américaine. A la différence de l'Europe, largement séculaire, les Etats-Unis ont une longue tradition de vitalité religieuse, dont Tocqueville avait déjà rendu compte en soulignant en particulier la symbiose entre vie publique/politique et conceptions religieuses. Néanmoins il convient de ne jamais perdre de vue que ce sont systématiquement les logiques politiques qui priment – en dernière instance, les modalités d'emploi de références religieuses sont le résultat de froids calculs pour gagner la course au pouvoir ou pour atteindre les objectifs désignés. Pour employer un vocabulaire weberien, la rationalité des fins prime systématiquement sur la rationalité en valeur. Bush ne fait pas exception à cette règle, loin s'en faut : il m'apparaît bien plus comme étant un Prince machiavélien que comme un missionnaire !

Plan :

- Les modalités historiques de l'emploi de la religion aux Etats-Unis.
- Bush, un nouveau Prince (professionnel de la politique)

* Ce texte est une version provisoire d'un travail plus général sur la religion et la politique aux Etats-Unis. Merci de ne pas le citer sans autorisation de l'auteur.

I. Les modalités historiques de l'emploi de la religion aux Etats-Unis

Rappelons qqs éléments fondamentaux du parcours religieux des Etats-Unis. Cf Les Puritains du XVII^{ème} siècle. Ce sont eux qui ont imprimé leur marque sur la rhétorique politique américaine. Ces immigrants en partaient pas simplement s'installer sur une terre étrangère, ils étaient convaincus d'avoir une mission divine, de devoir fonder une « nouvelle Jérusalem », une « Cité sur la Colline » (J. Winthrop)). Dès le départ, les Américains se considèrent comme étant en rupture par rapport au Vieux Continent décadent – ils veulent réaliser une cité idéale. Au moment de l'indépendance, cette cité idéale est identifiable par un certain nombre de traits : égalité (absence d'aristocratie) – liberté (droit de vote) – frugalité/austérité des mœurs – société agraire et commerçante. C'est un modèle politique et social neuf par rapport à l'Europe (aristocratie, monarchie, début de la révolution industrielle). Ce modèle est périodiquement revitalisé/revivifié par des « Grands Réveils » (*Great Awakenings*) qui, au sens strict, sont des périodes d'intense ferveur religieuse, mais qui, par ailleurs, ont des conséquences politiques déterminantes : ainsi, au milieu du XVIII^{ème}, le premier de ces mouvements permet une certaine prise de conscience de l'existence d'une nation américaine distincte de la GB ; quant au second, dans les années 1830, il est fortement lié au mouvement de l'abolition. Au XIX^{ème} siècle, les Américains vont vivre leur expansion géographique et leur puissance grandissante là aussi sur le mode de la mission divine : cf la « Destinée Manifeste » et la colonisation de l'ensemble du continent. Enfin, au XX^{ème} siècle, les exemples du poids de la religion abondent : au cours des années vingt, les *Scopes Trials* témoignent de la puissance du sentiment religieux dans l'Amérique profonde, et surtout de la forte visibilité de cette question, puisque cela devient une controverse nationale. Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis, engagés dans la GF, se posent en alternative au modèle athée de l'URSS : le serment d'allégeance devient « *One Nation Under God* » en 1954. Plus généralement, de 1945 au milieu des années 1970, un conservatisme traditionaliste prend son essor, et au terme de ce mouvement, la « Majorité Morale » (*Moral Majority*) est créé en 1979, remplacée dix ans plus tard par la « Coalition Chrétienne » (*Christian Coalition*), forte d'1.5 millions de membres. Ces groupes s'affirment comme étant des lobbies extrêmement actifs au sein du Parti républicain. Depuis les années 1980, il est ainsi impossible pour un candidat du GOP de se passer du soutien des fondamentalistes chrétiens.

De ce rapide panorama, que faut-il retenir ?

- D'abord que la confusion entre religion et vie politique est permanente dans l'histoire américaine, et ce malgré le « *Wall of Separation* » (Jefferson) établi par le I^{er} Amendement. Pays officiellement laïque, les Etats-Unis pratiquent néanmoins un modèle de laïcité qui n'a rien à voir avec le modèle français : au lieu d'interdire la pratique de toutes les religions dans les lieux publics, les Etats-Unis ne reconnaissent aucune religion en particulier et les placent toutes sur le même niveau. Le modèle Protestant a laissé en héritage une fusion aisée entre les opinions religieuses privées et la vie publique.

- Ensuite, et c'est le point sur lequel j'aimerais développer un petit peu, le poids de la religion ne débouche que sur des victoires largement symboliques – les bénéfices en termes de politique substantielle sont limités : cf serment de 1954 ou les procès des années 20, mais où est la grande réalisation d'un mouvement religieux ? Le fossé entre visibilité de la religion et accomplissement réel est profond, et la Présidence Bush ne déroge pas à cette règle.

II. Bush : un nouveau Prince.

Pour bien comprendre le fonctionnement de la Présidence Bush, il faut la replacer dans son contexte, et la mettre en relation, en particulier, avec la Présidence Reagan (1981-1989). C'est le précédent le plus clair permettant de comprendre l'actuelle tactique présidentielle. Avec Reagan, nous avons, là aussi, l'exemple d'un Président perçu comme étant aux mains des groupes religieux (cf son soutien déclaré à la prière dans les écoles). Dans son premier discours de l'Etat de l'Union (janvier 1981), il déclarait que l'Amérique était : « *special among the nations of the Earth (...) too great a nation to limit ourselves to small dreams (...). We are a nation under God, and I believe God intended for us to be free (...) together with God's help we can and will restore the problems which now confront us* ». Lui aussi avait nommé un Ministre de la Justice extrêmement influencé par les discours religieux – Edward Meese –, lui aussi utilisait des catégories morales en politique étrangère (cf Discours sur l'Etat de l'Union, janvier 1985, « *L'empire du Mal* » pour désigner l'URSS), lui aussi a constamment mis en avant la mission divine de l'Amérique.

Néanmoins, Reagan lui-même était loin d'être un homme religieux (sa vie privée était loin d'être un modèle : cf divorce), et surtout sa politique a été soit en retrait, soit en franchement opposée aux idées des chrétiens fondamentalistes. Edward Meese a laissé le souvenir de ses diatribes contre les méfaits de la pornographie chez les adolescents... Tandis que le Président a nommé à la Cour Suprême la première femme à y siéger, Sandra Day O'Connor (1981), une partisane de l'avortement malgré son engagement conservateur. Il a également consacré l'essentiel de son mandat à lutter contre les problèmes budgétaires, sans promouvoir les réformes demandées par la droite religieuse. Autrement dit, les chrétiens fondamentalistes ont été utilisés par Reagan qui, tout en cherchant à s'assurer de leur soutien par des mesures ponctuelles et symboliques, n'a jamais cédé à leurs exigences les plus substantielles. C'est bien ce que traduit, en creux, la décision des groupes chrétiens de présenter leur propre candidat chez les républicains en 1988 (Pat Robertson). C'est bien qu'ils ne se sont pas sentis représentés tout au long des mandats de Reagan.

A mon sens, le schéma est similaire chez Bush. Certes, en apparence, Bush semble plus engagé dans la promotion des valeurs religieuses : cf ses déclarations sur prière, avortement, « *faith-based initiative* » pour pallier les faiblesses de l'Etat-Providence. Par ailleurs, il est lui-même un chrétien évangélique. Mais les sciences sociales ne peuvent pas mesurer l'influence de ses croyances personnelles sur ses décisions politiques. La seule chose que l'on puisse faire, c'est repérer, identifier les logiques qui mènent à l'adoption de telle ou telle mesure.

Ce faisant, la conclusion qui s'impose, c'est d'abord de constater que le nombre, et l'intensité des références religieuses a bel et bien augmenté depuis les attentats du 11 septembre. Mais cette évolution est déterminée par des logiques politiques s'exerçant à différents niveaux. Autrement dit, la référence religieuse n'est pas une cause déterminant l'action présidentielle – bien au contraire, il s'agit tout simplement d'une conséquence, d'une résultante de calculs, pressions purement politiques.

Lesquels ?

- Au sein de l'administration elle-même d'abord. Les équilibres internes ont fortement évolué en faveur des néoconservateurs. La nouvelle orientation politique – surtout en

diplomatie – repose en effet sur un consensus dit « néoconservateur » dont les principales idées sont fournies par des *think tanks* (centres de recherche) tels que l'*American Enterprise Institute* (AEI) ¹. L'administration Bush a cultivé des liens avec des organismes de recherche extrêmement engagés idéologiquement, pour qui les Etats-Unis se doivent de pratiquer un « impérialisme libéral » visant à promouvoir la démocratie, le cas échéant par la force armée, car cela répond aux intérêts stratégiques de long terme des Etats-Unis ². La caractéristique qui nous intéresse ici est que ces anciens néoconservateurs, souvent d'anciens partisans de la gauche, sont totalement dépourvus de tout zèle religieux. Les questions religieuses ne font pas du tout partie de leurs préoccupations politiques. Aucun n'est un Protestant évangélique ou fondamentaliste. Et c'est de ce groupe là, largement sécularisé, que proviennent des relais importants au sein de l'administration elle-même : ainsi de Richard Perle, Directeur d'un service d'analyse des questions de défense (*Defence Policy Board*) de 2001 à 2003, officiellement un simple groupe de conseil, mais, dans la pratique, un puissant canal de promotion des visées « néoconservatrices » ³. Ou encore de Paul Wolfowitz, Secrétaire Adjoint à la Défense, qui est le principal stratège civil de l'administration, ou encore Condoleezza Rice, directrice du NSC (*National Security Council*). Mais ces trois représentants, largement médiatisés, ne constituent qu'une partie de la nébuleuse néoconservatrice pénétrant et entourant l'administration. Il faut citer également Richard Tenet, le directeur de la CIA (*Central Intelligence Agency*) ; James Woolsey, l'ancien Directeur de la CIA sous Clinton, et travaillant maintenant pour un cabinet de consultants, *Booz Allen Hamilton* ; Kenneth Adelman, un ancien responsable des administrations Ford et Reagan ; Douglas Feith, sous-Secrétaire du Département de la défense ; I. Lewis Libby, le Directeur de Cabinet (*Chief of Staff*) du Vice-Président Cheney ; John Bolton, sous-Secrétaire d'Etat, et enfin Stephen Hadley, directeur-adjoint du NSC. Il existe donc, au sein de l'administration Bush, un réseau dense reposant sur des affinités idéologiques, des similitudes de carrière, ou de simples liens personnels qui sont au centre de la prise de décision au sein de l'équipe présidentielle.

Par rapport à ce groupe, les groupes chrétiens sont en fait fortement isolés. John Ashcroft, Ministre de la Justice, reste le seul représentant de la droite religieuse au sein de l'administration. Non seulement son réseau, ses appuis ne se sont pas développés, mais ils ont même diminué. JA a été instrumental dans le vote du *Patriot Act* – la loi anti-terroriste – d'octobre 2001. Mais depuis lors, il a été considérablement affaibli. Les critiques de la gauche et des démocrates ont fait de JA le bouc émissaire principal de la réduction des libertés aux Etats-Unis. Puis, à partir de juin 2002, avec la création du Ministère de la Sécurité du Territoire (*Department of Homeland Security*), chargé de superviser l'ensemble de la lutte anti-terroriste sous l'autorité de Tom Ridge, ancien Gouverneur républicain de la PA, modéré, bien éloigné des charges idéologiques de la droite religieuse. Autrement dit, JA a été largement dépossédé de la seule compétence qui aurait pu assurer son ascension au sein de l'administration.

¹ Le 26 février 2003, le Président Bush a d'ailleurs choisi l'AEI comme tribune pour expliquer sa nouvelle vision du Moyen-Orient. Irving Kristol, « Pape » du néoconservatisme à 82 ans, est encore un des animateurs de l'Institut. On y retrouve aussi d'autres intellectuels néoconservateurs, mais plus orientés vers les questions internes, comme Lynn Cheney, l'épouse du Vice-Président.

² Sur les groupes néoconservateurs, il existe une littérature bien constituée. On se reportera notamment à Peter Steinfels, *The Neoconservatives. The Men Who Are Changing America's Politics*, 1979 ; ou encore à Mark Gerson, *The Neoconservative Vision. From the Cold War to the Culture Wars*, 1996. Parmi les membres influents de la galaxie néoconservatrice, citons encore William Kristol, fils d'Irving, et rédacteur en chef de la revue *The Weekly Standard*, Gary Bauer, président d'*American Values*, ou encore David Brooks, un journaliste membre de l'équipe du *Weekly Standard*.

³ Depuis sa démission pour cause de conflit d'intérêt avec sa société de consultants, de mars 2003, R. Perle est simplement membre.

Dans ces conditions, il me semble qu'on peut percevoir la fréquence des déclarations présidentielles à tonalité religieuse comme étant un moyen de dissimuler l'affaiblissement institutionnel de la droite religieuse au sein de l'appareil présidentiel. Ces déclarations sont un moyen de donner des gages à une base partisane très active – et donc incontournable – en même temps qu'une façade pour dissimuler le peu d'importance de la droite religieuse dans la prise de décision politique. Il s'agit donc de cacher l'emprise néoconservatrice en adoptant ponctuellement une terminologie fondamentaliste.

- Deuxième élément à prendre en compte pour le Président, les rapports avec sa base (tactique électorale). La Coalition Chrétienne présente cet avantage déterminant – par rapport aux Démocrates notamment – d'être une organisation « populaire » (traduction approximative de « *grass-root* »). Elle constitue un vaste réseau d'organismes de la société civile – fondations, médias, organisation caritatives – plus ou moins structuré, mais dont la force réside essentiellement dans sa capacité de mobilisation d'une base hautement idéologisée. Autre caractéristique importante, cette base religieuse est essentiellement située dans le Sud du pays. Or il se trouve que, depuis les années soixante, le Sud est devenu le principal bastion politique du Parti républicain. Cf « stratégie sudiste » adoptée à partir de 1964 par Barry Goldwater – Kevin Phillips, 1971, *The Emerging Republican Majority*. Le Sud est maintenant totalement aux mains des Républicains, ce qui est une rupture historique majeure, dans la mesure où, pendant un siècle, le Sud avait constamment soutenu les Démocrates et votait contre le parti ayant mené la Guerre de Sécession et aboli l'esclavage ! Aucun républicain ne peut maintenant envisager de survivre politiquement sans l'appui électoral du Sud. Tous les hommes politiques républicains sont d'ailleurs des sudistes – Bush bien sûr, mais aussi Tom Delay, Newt Gingrich, William Rehnquist etc. Cf « *Southernization* ».

Pour Bush, l'impératif politique de la réélection lui ordonne de s'assurer du soutien de cet électorat, dont les qualités sont déterminantes dans l'optique de la présidentielle de novembre prochain. En effet, les études politiques soulignent la profonde division de l'électorat américain (« *fifty-fifty nation* ») – caractère extrêmement idéologique du débat politique contemporain – polarisation. Il est donc politiquement vital d'assurer la mobilisation des « *core voters* » pour remporter le scrutin. La dimension électorale de la rhétorique de Bush est donc transparente: il s'agit d'une recherche de légitimité auprès d'un électorat incontournable dans l'optique de la prochaine élection présidentielle.

- Troisième et dernière dimension, la politique étrangère. Là aussi il est possible d'établir un lien avec la politique intérieure. Soutien à l'Etat d'Israël et les fondamentalistes chrétiens – rejet de la religion musulmane (symposium de février 2003, dont Bush s'est distancié) etc. Mais les relations extérieures n'ont jamais été une priorité pour la droite religieuse – après le 11/09, Jerry Falwell avait même déclaré qu'il s'agissait d'une punition pour les péchés de l'Amérique. Ainsi, je pense plutôt que la Présidence Bush est dans la lignée d'une tradition diplomatique américaine connue, qui n'est autre que le wilsonisme, dont l'objectif, fondamentalement politique, est d'exporter le modèle politique américain pour assurer la sécurité des Etats-Unis. Certes, il s'agit d'un « *wilsonisme botté* » (Pierre Hassner), mais fondamentalement, une volonté de lier la puissance américaine à une morale, largement sécularisée quant au fond, mais utilisant des catégories religieuses sur la forme. Cette conception, qui nous surprend en Europe, est en fait profondément américaine en ce qu'elle remonte aux origines de la nation. Elle réside dans la fondation religieuse du pays : se vivant comme une « *citée sur la colline* », l'Amérique ne conçoit son rapport avec le monde extérieur que de deux façons opposées. La plus ancienne est l'isolationnisme : il s'agit même de la matrice initiale de la diplomatie américaine, comme en témoigne le discours de G. Washington en 1796, lorsqu'il quitte le pouvoir. A partir du tournant des XIXème et XXème

siècles, la seconde tendance s'affirme, celle du messianisme. Les Etats-Unis considèrent qu'ils ont un rôle déterminant à jouer dans les affaires internationales. Ils se posent comme les défenseurs de la démocratie, des libertés, et considèrent qu'il est de leur mission d'étendre ce système au reste de la planète. Dès le « *Corollaire Roosevelt* » de 1904, cette perspective générale est appliquée, avant d'être généralisée sur grande échelle à la fin de la Première Guerre Mondiale, le Wilsonisme et les XIV points. Actuellement, si plus personne ne défend sérieusement une option de repli sur soi, les débats actuels portent sur différentes variantes d'interventionnisme⁴.

Dans leur dernier livre, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Ivo Daalder et James Lindsay, montrent que la diplomatie américaine actuelle est fortement empreinte d'idéalisme wilsonien – promouvoir la démocratie – mais en y ajoutant une dimension militariste et unilatérale qu'un autre observateur, Walter Russell Mead, a qualifié de « jacksonienne »⁵. Cette perspective repose sur la supériorité morale affirmée des Etats-Unis, et sur leur capacité d'agir pour promouvoir les idéaux de la démocratie et du marché. Il s'agit donc bien d'une nouvelle forme d'idéalisme wilsonien, mais cette fois, au lieu de vouloir imposer des principes libéraux par la voie de la négociation, les tenants de la nouvelle école entendent imposer leurs vues, le cas échéant par la force armée. La décision d'envahir l'Irak répond pleinement à ces conceptions. Pour les responsables actuels de la politique étrangère américaine, la présence de troupes en Irak permettrait en effet d'importer dans la région un modèle démocratique, libéral, voire fédéral, qui, en fin de compte, devrait conduire à remodeler l'ensemble de la région. La politique étrangère des Etats-Unis n'a donc absolument rien d'isolationniste. Elle est au contraire fondamentalement interventionniste et qui plus est, sur un mode unilatéral recourant à des catégories morales.

Conclusion

A deux niveaux :

- les années Reagan-bis , c'est-à-dire que la référence religieuse est sans substance. Ce qui rend compte des positionnements religieux de Bush, ce n'est pas d'abord le poids d'une culture américaine imprégnée de foi, c'est surtout un faisceau de logiques politiques : gestion des sphères d'influence au sein de son équipe (le président comme « négociateur » cf Neustadt) – logique électorales vs GOP – légitimation de son action diplomatique. Utilisation des différentes catégories de son « répertoire d'action ».

- Epistémologie : l'influence des variables culturelles en science politique. Le chercheur, comme le conjoint dans un couple, s'intéresse aux preuves d'amour et pas aux déclarations ! Certes la variable culturelle est insubmersible – comme le bouchon sur la vague, elle est toujours là, elle ne coule pas – mais ce qui peut être étudié ce sont les réalisations politiques concrètes, ce qui peut être reconstitué, ce sont les contraintes externes pesant sur un acteur. De ce point de vue là, la religion aux Etats-Unis apparaît comme une simple conséquence de pressions/anticipations en amont.

⁴ Sur ce point, je renvoie à trois publications récentes : d'abord Pierre Hassner, Justin Vaisse, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Paris, Autrement, coll. « CERI », 2002, qui présente une série de textes de responsables ou de théoriciens sur la politique étrangère. Ensuite, on pourra lire, Pierre Mélandri, Justin Vaisse, *L'Empire du Milieu. Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001. Enfin, un manuel récent offre un panorama relativement complet du processus décisionnel : Charles-Philippe David, Louis Balthazar, Justin Vaisse, *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulations*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003.

⁵ Ivo Daalder, James Lindsay, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, New York, Alfred A Knopf, 2002 et Walter Russell Mead, *Divine Providence : American Foreign Policy and How it Changed the World*, New York, Free Press, 2001.

